

INVITÉ PAR LA FONDATION SLIMANE AMIRAT

Ali Haroun ressuscite la crise de juin 1962

Après la 7^e Wilaya et l'Été de la discorde, Ali Haroun a publié un autre ouvrage qui s'intitule Algérie 1962. La grande dérive.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est autour de cet ouvrage, que l'auteur propose une lecture des événements qui se sont déroulés après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu et les quelques mois qui ont suivi le 19 mars 1962.

C'était hier, lors d'une conférence animée par l'orateur à la bibliothèque du Palais de la culture, dans le cadre des activités de la Fondation Slimane Amirat, intitulée, «La crise du congrès de Libye de juin 1962».

L'effort d'historien est fait ici par un témoin privilégié de la guerre de Libération nationale, qui était non seulement un des responsables de la Fédération de France jusqu'à l'indépendance, mais aussi un

membre du Conseil national de la révolution algérienne (CNRA).

La grande dérive décrite par Ali Haroun vient précisément de la fameuse réunion du CNRA tenue à Tripoli entre mai et le 6 juin 1962 à laquelle il assistait d'ailleurs et qui ne s'est jamais achevée de manière officielle.

Selon lui, la crise était alors ouverte entre les différentes instances de la «Révolution algérienne», essentiellement entre le «Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA) et l'Etat-major général (EMG) de l'Armée de libération nationale (ALN) dont les soubresauts auront comme on pourra le constater, plus l'effet d'une véritable



Ali Haroun.

onde de choc dont on ressentira les conséquences tout au long des quarante années qui

vont suivre». L'auteur a fait état de plusieurs témoignages.

Il cite le coup de force de Ben Bella ou encore les «tue-ries entre frères au lendemain du cessez-le-feu».

Il n'en demeure pas moins que lors de son intervention, Ali Haroun a essayé dès le début et succinctement, de brosser un tableau sur la Révolution et les multiples étapes qui ont abouti au cessez-le-feu du 19 mars 1962.

Puis la crise de l'été 1962 a surgi autour du Congrès de Tripoli qui s'est déroulé du 26 mai au 6 juin 1962.

La conférence de ce samedi déjà traitée par le conférencier lors de ses multiples sorties a été d'un apport considérable pour l'assistance composée essentiellement d'anciens militants de la cause nationale mais surtout d'anciens animateurs de la Fédération de France.

A. B.

HISTOIRE

Le yacht Athos revisité

Les habitués du Forum de la mémoire qu'organise *El Moudjahid*, en coordination avec l'association Machaâl Echahid, avaient rendez-vous, hier, avec Mohamed Sabagh et Mohamed El Hadi Hamdadou, deux maquisards qui avaient été sur le yacht *Athos*, acheminant des armes pour la Révolution, qui avait été arraisonné en octobre 1956 par la marine française, en haute mer, à l'ouest de la Méditerranée, alors qu'il devait accoster quelque part près de la frontière algéro-marocaine.

Les deux intervenants avaient fait une mise au point à Fethi Dib, à l'époque chef des services égyptiens du renseignement, qui avait évoqué cette opération dans ses mémoires. L'affaire avait été médiatisée à outrance par la France. Pour deux raisons : «Justifier son agression avec Israël et la Grande-Bretagne contre l'Égypte de Nasser, qui avait osé nationaliser le canal de Suez, et détourner les regards de l'opinion publique internationale sur le kidnapping des cinq responsables de la Révolution algérienne.»

Fethi Dib avait crié à la trahison par le propriétaire du yacht, Ibrahim Ennayal, un trafiquant d'armes soudanais, personnage sulfureux aux allégeances multiples qui collaborait avec beaucoup de services de renseignement, lequel aurait, selon ses dires, vendu la mèche aux services français en contrepartie de 45 000 livres égyptiennes, perçue en espèces à Oran.

«Il ne lui faisait pas confiance en tout et avait exprimé ses craintes aux Algériens aux moments des faits», indique-t-on. Or, ce monsieur jouissait de la confiance de Ben Bella qui le faisait passer pour un homme fiable.

Selon les deux maquisards, l'opération avait échoué plutôt à cause de la «précipitation». Les congressistes de la Soummam avaient accusé les dirigeants du FLN à l'étranger de reléguer leurs responsabilités au second plan à force de baigner dans le confort, et ont fait pression sur eux pour qu'ils jouent le rôle que leur avait confié le commandement de la Révolution.

Ben Bella, qui voulait leur prouver le contraire, avait tenté de monter rapidement cette opération et acheminer une quantité d'armes jamais réussie auparavant : «80 tonnes d'armement : mortiers, fusils mitrailleurs, pistolets automatiques, postes radios, munitions...».

C'était Tidjani Haddam, chef du bureau de Ben Bella, qui avait choisi les membres du groupe de révolutionnaires devant accompagner les armes. C'était Fethi Dib lui-même qui avait supervisé le chargement de ladite cargaison par les soldats égyptiens au port d'Alexandrie. L'équipage du yacht battant pavillon britannique, dont le commandant de bord était un Grec-Chypriote, n'était pas au courant.

Bref, les deux intervenants, qui avaient été arrêtés et torturés, avaient écopé d'une peine de 10 ans avant d'être libérés au cessez-le-feu, ont appris par la suite que les Français avaient eu vent de cette opération quatre mois à l'avance. «Les services de Fethi Dib étaient infiltrés, et c'était le Mossad israélien qui avait alerté ses amis français des détails de cette opération», avait conclu M. Hamdadou, citant un auteur français qui avait travaillé sur la base de documents déclassifiés de la DST (Direction de la sécurité territoriale).

L. H.

IL A ÉTÉ ÉVOQUÉ HIER LORS D'UNE CONFÉRENCE Ferhat Abbas ou l'homme au parcours exceptionnel

L'ingratitude dont a fait montre le pays à l'endroit de Ferhat Abbas, l'un de ses plus sincères enfants, est à l'exact opposé de ce que celui qui a eu l'insigne honneur de proclamer la naissance de l'Algérie en tant que République démocratique et populaire, a eu à lui offrir.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - «Seulement deux édifices baptisés de son nom, ça ne suffit pas pour rendre l'hommage qu'il faut à l'un des artisans du combat libérateur du joug colonial français, alors que le pays célèbre ces jours-ci, le cinquantenaire justement de cette Révolution».

C'est par ce regret que Amar Belkhouja, a entamé, hier au forum du quotidien *DK News*, sa conférence consacrée au parcours de Ferhat Abbas, le premier président du GPRA (gouvernement provisoire de la république algérienne).

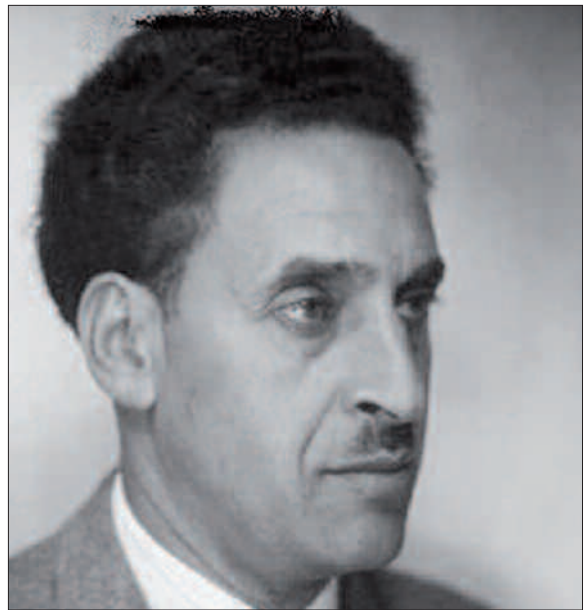
L'historien, écrivain et journaliste ira bien loin dans son «constat » navrant en mettant le doigt sur l'oubli sciemment entretenu à propos de ce personnage hors du commun, un sort similaire à celui de bien de ses semblables parmi ceux qui ont «pensé» le combat libérateur. Un homme dont le parcours qu'il qualifiera «d'exceptionnel» mérite d'être exploré et profondément au sein de nos universités, de nos écoles et de bien d'autres cercles.

Le conférencier aura, tout au long de son exposé, à lire bien des extraits de la consistante littérature léguée par le défunt, comme pour montrer, on ne peut plus clairement, le talent et le sens aigu d'analyse de ce visionnaire hors

normes dont certains passages sont devenus des expressions consacrées dont bien des générations usaient pour agrémenter leurs discussions savantes, comme le reconnaîtra, d'ailleurs, un confrère lors des débats. Notamment cette fameuse lettre de démission de la tête de l'Assemblée constituante, en août 1963. Une lettre de 11 pages dans laquelle le natif de Taher en 1899, a nettement exprimé son désaccord avec le président Benbella, prédisant, en visionnaire qu'il était, tous les chamboulements qu'a connus et que continue de connaître le pays.

Le conférencier aura d'autres regrets en affirmant que celui que Abane Ramdane a convaincu de rejoindre le FLN en 1956, a décidé, du coup, de dissoudre l'UDMA. Cela a fait l'effet d'une véritable bombe chez le colonisateur compte tenu du poids de ce nouveau militant qui, deux ans plus tard, se verra confier la présidence du tout premier gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), Ferhat Abbas, a eu à subir presque le même traitement que celui qu'il a subi par l'autorité coloniale en signe de représailles à ses positions.

Et à Belkhouja de faire le parallèle entre le sacage de la pharmacie du défunt, à Sétif, à deux



Ferhat Abbas.

reprises suite à son ralliement au FLN en 1956 et la confiscation de cette dernière au lendemain de l'Indépendance après le désaccord de fond avec le pouvoir de l'époque. Plus que cela, le personnage a été déporté à Adrar, dans le sud du pays, avec d'autres figures de proue du combat de Libération nationale, Mohamed Boudiaf, Ahmed Djeghaba et Ammar Bentoumi. Un supplice qui a duré jusqu'en mai 1965, à un mois du putsch du 19 juin qui a vu Houari Boumédiène déposer Benbella et lui succéder à la présidence de la République.

Celui qui a eu l'insigne honneur de proclamer, le 25 septembre 1962, la naissance de la République algérienne démocratique et populaire, sera même assigné à résidence surveillée, en signe de «sanction» des autorités de l'époque, suite à l'Appel au peuple algérien qu'il a rédigé avec Ben You-

cef Ben Khedda, Hocine Lahouel, et Mohamed Kheireddine. Ce document, était daté de mars 1976 par lequel le quatuor réclamait des mesures urgentes de démocratisation, dénonçant au passage, «le pouvoir personnel» et la Charte nationale élaborée par Boumédiène.

Une assignation à résidence accompagnée de la confiscation, une seconde fois de sa pharmacie et le blocage de ses avoirs, qui durera jusqu'au 13 juin 1978. Depuis, totalement retiré de la vie politique du pays, il se consacre à l'écriture et publie deux ans plus tard, en 1980, ses mémoires dans *Autopsie d'une guerre* puis, en 1984, dans *L'Indépendance confisquée*, soit seulement une année avant sa mort survenue le 24 décembre 1985 pour être enterré au Carré des martyrs du cimetière El Alia d'Alger.

M. K.